

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 19 novembre au 2 décembre 2012 – n°111**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Le ras-le-bol des peuples d'Europe par Jean-Emmanuel Ducoin

130 défilés en France, manifestation historique au Portugal, grève massive en Espagne, la journée d'action coordonnée dans toute l'Europe hier a fait entendre un puissant refus des politiques antisociales.

Contre la lente agonie des avens communs, contre l'atomisation sociale qui ruine et désenchanté tout un continent, contre le libéralisme monétisé (en euros) sur toutes les activités humaines, contre le déclassement et l'anéantissement progressif de l'être-ensemble européen, les peuples se sont donc levés, hier, dans 23 pays, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats. Le « non à l'austérité » a résonné dans toutes les langues et son écho grandissant et grondant, de l'Espagne au Portugal, de l'Allemagne à l'Italie, de la Grèce à la France, a réjoui tous ceux qui savent que, sans des mobilisations d'ampleur, nous n'imposerons pas à nos gouvernants le retour à la raison. Chaque jour, les signes de résistances convergentes montrent que les peuples refusent leur propre mise en concurrence. Les grèves générales coordonnées en Espagne et au Portugal, points d'orgue de la journée, n'étaient-elles pas, d'ailleurs, le meilleur exemple pour passer de la résistance à l'offensive ?

Mais regardez donc, dirigeants européens, et prenez la mesure de ce qui s'est passé : un moment de l'histoire sociale des peuples ! Oui, les syndicats se sont mis d'accord, dans tous les pays européens, pour dénoncer ensemble les politiques de choc austéritaire, dans un même mouvement et le même jour. L'acte, aussi puissant que symbolique, jette des passerelles désormais visibles pour atteindre d'autres horizons afin d'être entendus par ceux qui nous mènent tout droit dans le mur. Voici les cris des Portugais : « Ils ont privatisé l'eau, ils nationalisent la faim ! » Frémissons devant ces paroles d'Espagnols : « L'austérité est une histoire sans fin qui donne faim ! » Le cercle vicieux de l'austérité conduit au pire. Réduire aveuglément les budgets, partout, provoque moins d'activité, donc plus de chômage, plus de misères, plus de paupérisation, donc moins de salaires, moins d'impôts, moins de croissance... La preuve par l'absurde ? Nous avons appris hier que l'économie grecque, en récession depuis bientôt six ans et soumise par l'UE et le FMI à une saignée sans précédent, s'était enfoncée un peu plus dans la dépression au troisième trimestre. L'activité a chuté de 7,2%, contre 6,3% au trimestre précédent. L'horreur sociale grecque tient en un chiffre : depuis 2009, le PIB a chuté de 20%. Cette « grande dépression » a mis au chômage plus d'un actif sur quatre. Le vampirisme des financiers s'abat depuis sur le Portugal et l'Espagne. Comment ne pas comprendre que tout cela va mal finir ?

Une question brûle les lèvres : la France prend-elle le même chemin ? Après la conférence de presse de François Hollande, aucune des inquiétudes n'a été levée. Bien au contraire. Entérinant un nouveau slogan - « La fin du changement, c'est maintenant » -, le président a assumé ses choix budgétaires, TVA comprise, en assommant la justice sociale sous le poids de sa politique de rigueur. Le peuple de gauche aurait-il voté pour la pédagogie du renoncement ? Pierre Moscovici s'en défend. « Nous prenons cette mobilisation contre l'austérité comme un point d'appui pour les politiques progressistes que nous menons », a-t-il déclaré hier au Parlement, en réponse à une question de Marc Dolez, député Front de gauche. Les manifestants apprécieront. Et pendant ce temps-là ? Jean-Marc Ayrault s'envole pour l'Allemagne aujourd'hui. Voyez-vous, Angela Merkel et quelques-uns de ses ministres libéraux qui hantent Berlin jugent « insuffisantes » les réformes engagées par Paris pour juguler ses déficits. Alors notre premier ministre prend l'avion pour, affirme-t-il, « essayer de trouver les bonnes réponses ensemble ». Sans commentaire.

Dirigeants européens, prenez la mesure de ce qui s'est passé ce 14 novembre : un moment de l'histoire sociale des peuples !

Agenda

Réunion Indignés lundi 18H30

Réunions soutien aux Roms

le mardi 19h30 pique-nique ensemble quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Mardi 20 20H salle Pierre Lamy Anancy 2^{ème} réunion publique contre le centre des Congrès sur la presqu'île d'Albigny à Anancy organisée par les Amis de la terre, la Frapna, lac Anancy environnement, pax Christi

mercredi 21 novembre à 20h30 Séance débat Rencontre TOUS CO-BAYES ? Le Parnal Thorens

Jeudi 22 Novembre 20h30 Lycée Hôtelier Bonneville Les jeudis de l'Économie par Marc Gindre et Marie Jo Egger La dette publique : faux débats et vrais enjeux. De quoi parle-t-on, précisément ?, Comment en est-on arrivé-là ?, Et maintenant ?, Échanges avec la salle. Réservation auprès de l'office du tourisme de Bonneville : 04-50-97-38-37

VENDREDI 23 19H repaire Là-bas si j'y suis au Dersim - Meythet

Samedi 24 Novembre à partir de 11h salle du Météore à Meythet, Fête du commerce équitable organisée par Artisans du Monde

14H30 Préfecture Anancy Rassemblement pour Gaza et pour la reconnaissance de l'état palestinien par l'ONU

Vendredi 30 Agora Bonneville 19H réunion publique, véritable atelier législatif « Quelles lois contre le chômage ? »

Samedi 1er décembre cercle du silence RESF-CDDA-CSSP

L'HUMANITÉ DIMINUÉ
UNE VIE HUMAINE, C'EST COMBIEN ?

CHÔMEURS +4,1% (4,7 MILLIONS)
POPULARITÉ 36% (-18%)

Que leur faut-il pour mettre le cap à gauche ?

ANALYSE PAGE 22

Le PCF dans les médias

Mardi 20 Novembre 12:30 Pierre Laurent sur France culture

Mercredi 21 Novembre 23:00 Pierre Laurent invité de Soir 3

Gaza : Le PCF appelle à des sanctions contre Israël

Le PCF exprime son émotion et sa totale condamnation devant l'agression israélienne à Gaza. Il appelle partout en France à des rassemblements et des initiatives de protestation contre cette nouvelle guerre contre le peuple palestinien. A Paris, un rassemblement unitaire de solidarité à l'initiative du « Collectif national pour une paix juste entre palestiniens et israéliens », a lieu samedi 17 novembre à 15 heures, Place de la Bastille.

Il appartient aux autorités françaises d'intervenir d'urgence auprès du gouvernement israélien afin d'obtenir l'arrêt immédiat de cette offensive militaire meurtrière, et que cessent les assassinats ciblés de responsables palestiniens.

En annonçant le doublement du budget national pour la colonisation, en programmant 1200 nouveaux logements essentiellement dans les colonies de Jérusalem-Est, en allant jusqu'à menacer l'Autorité palestinienne de liquidation, le gouvernement israélien a pris une lourde responsabilité. Une fois encore, dans une impunité garantie, il attise les tensions et la violence en s'engageant dans une escalade de la provocation et dans une brutale logique de force. Les populations civiles doivent cesser de payer le prix d'une telle politique.

Il est consternant que l'Union européenne, les pays européens et en particulier la France puissent encore tolérer, de la part des autorités de Tel-Aviv, un tel mépris du droit et une telle volonté de poursuivre la spoliation du peuple palestinien, l'occupation militaire de la Palestine et le blocus de Gaza.

Le PCF appelle à des sanctions françaises et européennes contre Israël jusqu'à ce que cet État accepte de respecter les résolutions de l'ONU. La France devra soutenir la résolution palestinienne présentée le 29 novembre prochain au vote de l'Assemblée générale des Nations-Unies pour que la Palestine voit son statut rehaussé pour accéder à celui d'État observateur.

PLFSS : « La solidarité majoritaire c'est de ne pas refuser en 2012 ce que l'on a porté ensemble en 2011 »

Même si le PLFSS comprend certes quelques annonces positives dont la mesure de la prise en charge à 100% des IVG, la loi Bachelot n'est nullement remise en cause, les ARS continuent les restructurations et les fermetures de services, de blocs opératoires, de maternités, de centres IVG. Le PLFSS prétend lutter contre le renoncement mais ne propose aucune mesure contre les franchises médicales, la fiscalisation des indemnités journalières, le jour de carence, autant de mesures imposées par la droite.

L'augmentation du PLFSS votée est très nettement inférieure aux besoins exprimés par les professionnels comme l'a rappelé la Fédération Hospitalière de France. Alors qu'il faudrait entre 3,1 et 3,4%, il n'a été voté qu'avec une augmentation de 2,6%. Cela se traduira encore par des fermetures d'activités, de services publics.

Au niveau des recettes, la majorité de gauche sénatoriale ne s'est pas retrouvée autour d'amendements votés l'année dernière et que le groupe socialiste a refusé de voter cette année préférant mêler ses voix à la droite. La « solidarité majoritaire » au Sénat, c'est de ne pas refuser en 2012 ce que l'on a porté ensemble en 2011.

Il est encore possible d'avoir un projet de financement de la sécurité sociale qui marque une orientation de gauche comme la suppression des exonérations de cotisations pour les entreprises ne respectant pas leurs obligations en matière d'égalité salariale. Pourquoi par exemple le PS a-t-il refusé avec la droite cet amendement ? Les principaux amendements présentés par les parlementaires Front de gauche n'ont pas été retenus que ce soit à l'Assemblée ou au Sénat. Pourtant la majorité est diverse comme l'a été le rassemblement qui a permis de chasser la droite. Cette diversité doit être respectée et entendue.

L'attente d'une politique de gauche est grande dans le pays, il faut y répondre avec des actes concrets pour une protection sociale solidaire et une sécurité sociale renforcée.

Le gouvernement doit entendre et mettre le cap à gauche !

Jean-Luc Gibelin, Responsable de la commission santé, protection sociale au PCF,

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

Avis de décès

La fédération du PCF74 a perdu sa dernière secrétaire, Laurence Leblanc, une camarade sympathique que les communistes regretteront.

La coalition du Hadash appelle à mettre un terme à l'opération meurtrière israélienne sur Gaza

<http://camarade.over-blog.org/article-communiqué-du-pc-israélien-la-coalition-du-hadash-appelle-a-mettre-un-terme-a-l-operation-meurtrier-112521900.html>

Communiqué du PC israélien

Des manifestations contre cette opération sur Gaza se sont déroulées hier soir à Tel-Aviv, Haïfa et Jérusalem à l'initiative du Hadash (front démocratique pour la paix et l'égalité-PC israélien). Des étudiants arabes et juifs, membres du Hadash ont aussi pris part à des rassemblements devant les Universités de Haïfa, Tel-Aviv et Jérusalem jeudi après-midi. Dans tout le pays, des militants ont repris des slogans comme "Arabes et juifs refusent d'être ennemis", "A Gaza et Sderot, les petites filles veulent vivre" et "Bibi et Barak, la guerre n'est pas un jeu". Le Hadash a appelé l'opinion publique à s'associer aux manifestations dans tout le pays pour s'opposer à l'opération Pilier de la défense sur Gaza.

Le député du Hadash Dov Khenin a participé à la manifestation de Tel-Aviv, près du siège du Likoud, où il a déclaré : "Arrêtez les massacres, arrêtez tout de suite la tuerie", ajoutant "Un bombardement entraîne un autre, avec de plus en plus de blessés à Gaza et en Israël". "Le cycle de la violence n'est pas la solution, mais le problème" a-t-il renchéri. Khenin a appelé le gouvernement à parvenir à un cessez-le-feu immédiat et à annoncer l'ouverture de véritables négociations et un accord avec les Palestiniens.

Communist Party of Israel website (English):

<http://maki.org.il/en/index.php>

La santé en Irlande, l'exemple à ne pas suivre

Le décès d'une jeune maman, en Irlande fin octobre, après s'être vue refuser une IVG, a soulevé de nombreuses réactions. Mourir au 21ème siècle en raison d'un refus d'interruption de grossesse alors qu'elle faisait une fausse couche est très préoccupant, indigne même.

La communauté européenne a, à maintes reprises, fait part de la nécessité de pouvoir pratiquer ces interruptions de grossesse en particulier lorsque la vie de la mère est en jeu mais sans que cela se traduise dans la vie irlandaise.

C'est d'autant plus préoccupant que les milieux réactionnaires hostiles à l'IVG se font entendre en Europe et que les politiques d'austérité limitent l'accès aux soins pour tous.

L'Irlande, c'est aussi le pays où la protection sociale a tellement été remise en cause que le renoncement aux soins y est terriblement élevé. Cela n'aurait jamais dû se passer ainsi. La santé en Irlande est l'exemple à ne pas suivre.

Dans une période où les organisations syndicales européennes ont appelé à la mobilisation contre l'austérité et pour une Europe sociale, ce drame confirme qu'il est impératif de faire converger par le haut les droits sociaux et les systèmes de protection sociale en Europe.

Présidentielle & législatives
2012

Le programme
du Front de
GAUCHE
et de son candidat commun
Jean-Luc Mélenchon

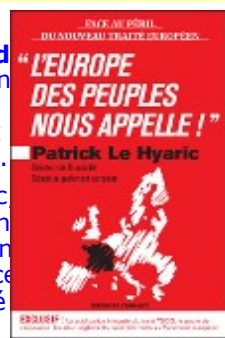
*L'humain
d'abord*

A lire

L'Humain d'abord
programme du Front
de Gauche.

Demandez-le aux
militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric
directeur de l'Human
et député européen
décrypte les menaces
du nouveau traité
européen.



Conférence de presse de François Hollande « Aucune des inquiétudes des Français n'a trouvé de réponse dans la parole présidentielle » (Pierre Laurent)

François Hollande a tenu sa première conférence de presse 6 mois après son élection. Aucune des inquiétudes des Français n'a trouvé de réponses dans la parole présidentielle. Le président de la République s'est livré à un exercice difficile : tenter de repeindre une politique de rigueur en politique de justice sociale. L'exemple le plus significatif étant le salto arrière accompli sur la TVA sociale. Parler de « restructuration des taux de TVA » ne fera pas disparaître les 7 milliards d'euros prélevés sur le budget des familles par l'impôt le plus injuste qui soit car exonérant les plus riches de payer en fonction de leur revenus. Il y a une grande déception, il confirme de report sine die du droit de vote des résidents étrangers. Ce recul fait mal à la gauche !

La pédagogie du renoncement a fait trop de dégât et donner bien des appétits au patronat qui monte le cran de ses exigences à chaque pas en arrière du Gouvernement. 309 milliards sont versés aux actionnaires et aux banques par les entreprises chaque années. C'est là que ce trouve le financement de la relance sociale dont a besoin notre pays.

Pierre Laurent, sénateur, secrétaire national du PCF

14 novembre : « L'Europe des travailleurs hausse le ton » (PGE/PCF) Paris, le 7 novembre 2012.

Pour la première fois une grève générale internationale est organisée en Espagne, au Portugal, en Grèce, à Chypre et à Malte le 14 novembre prochain. A l'appel de la Confédération européenne des syndicats, cette journée devient une journée d'action et de solidarité européenne. Dans de nombreux pays, dont la France et la Belgique, la mobilisation sera importante, avec des grèves sectorielles et des manifestations.

Le Parti de la gauche européenne (PGE) tient à exprimer son soutien inconditionnel à cette journée d'action, à saluer particulièrement tous les salariés qui vont se mettre en grève pour les droits de tous les peuples européens.

Le 14 novembre, c'est l'Europe des travailleurs qui hausse le ton face à l'offensive des marchés et des dirigeants européens et nationaux contre leurs droits, leurs salaires, leurs retraites... Une étape historique va être franchie dans la capacité des travailleuses et travailleurs d'Europe à agir ensemble. Cette lutte coordonnée, face aux plans d'austérité et aux « mesures de compétitivité », est un véritable espoir.

Construite sur la concurrence entre les travailleurs, le dumping fiscal et social, l'Union européenne court à sa perte si la solidarité, l'emploi et le redressement productif ne deviennent pas des priorités. Construite loin, très loin, des préoccupations citoyennes, l'UE est aujourd'hui une des machines de confiscation des souverainetés populaires les plus élaborées ; en témoignent les mesures du Traité budgétaire.

Que les forces vives des différents pays prennent la parole et se coordonnent contre cette nouvelle tyrannie est légitime et salutaire. Au lieu de passer en force – comme en Grèce avec le nouveau mémorandum – et de satisfaire les caprices du patronat – comme en France avec les 20 milliards d'euros de cadeaux aux entreprises – les dirigeants nationaux et européens doivent s'appuyer sur les luttes et rompre avec ces logiques qui minent l'Europe et nourrissent lespires replis nationalistes, régionalistes, communautaires ou xénophobes.

Faire l'Europe sociale avec les travailleuses et les travailleurs continuera d'être la démarche du PGE.

Mariage pour tous « Serge Dassault, prix de l'homophobe du jour »

Le mariage pour tous présenté ce jour en conseil des ministres marque une étape importante pour l'égalité et l'émancipation de toutes les personnes quelle que soit leur orientation sexuelle. Ce progrès largement attendu dans la société française et pour lequel bon nombre de combats politiques ont été menés, ne passe toujours pas chez certains. Le prix de l'homophobe du jour revient donc au sénateur Serge Dassault tout nouveau spécialiste de l'histoire antique et pour qui la fin de l'empire grec a pour origine l'homosexualité.

Quand on pense aux bêtises proférées par ce patron de presse détenteur d'un quotidien national, ajouté au fait que comme élu de la république, il détient un mandat parlementaire lui permettant de voter les lois, il y a de quoi s'inquiéter pour la qualité du débat démocratique en France.

N'en déplaise aux réactionnaires de tous poils qui ne cessent de déverser leur haine à l'image de Serge Dassault, le mariage pour tous se fera ! Et le plus tôt sera le mieux.

Plan du MEDEF/Employi : « pas de donnant-donnant possible avec de telles propositions »

Le texte du MEDEF présenté ce jeudi dans le cadre des discussions sur la réforme du marché du travail est une casse pure et simple du code du travail. C'est une hypocrisie sans borne que d'oser parler sécurisation de l'emploi à propos de ce plan patronal. Celui-ci n'a qu'un objectif pouvoir licencier à tout va et sans contrainte. Quel sens peut avoir dans ces conditions l'appel du président de la République à un compromis historique? Il n'y a pas de donnant-donnant possible avec des propositions telles que celles-ci.

L'exemple de Renault illustre le double jeu patronal. Le constructeur automobile prétend négocier pour que ses salariés acceptent de travailler plus en gagnant moins contre l'engagement de ne pas fermer leur usine. Mais il vient d'ouvrir une usine au Maroc sans même consulter ses salariés.

Le gouvernement de gauche doit se tourner vers les salariés et leurs syndicats plutôt que vers le grand patronat. C'est là que se trouvent les bases de négociations sérieuses.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Madame Fioraso doit répondre au cri d'alarme des présidents d'université

A la suite de l'appel angoissé de 14 présidents d'université demandant en urgence que la masse salariale réintègre le budget de l'État, Madame Fioraso, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, répond par des propos lénifiants sans prendre les mesures qui s'imposent. Ce mépris est inacceptable. Force est de constater qu'il n'y aura pas l'épaisseur d'un papier de cigarette entre la politique du gouvernement précédent et celle du gouvernement actuel. Les Assises n'étaient qu'une supercherie, la nouvelle loi pour l'Enseignement supérieur et de la recherche n'est pas connue, et encore moins votée mais la ministre la met en œuvre sans attendre !

Comment promettre une meilleure situation financière aux universités avec l'austérité généralisée promis par le TSCG et les 60 millions de réduction des dépenses publiques d'ici 2017? La précarité dans l'université française, véritable scandale public, a de beaux jours devant elle avec une telle orientation. Cette situation très grave montre les effets de la pression de la droite battue, du MEDEF et des marchés financiers.

Cependant rien n'est joué ; le PCF avec le Front de gauche agit pour que l'influence de celles et de ceux qui exigent des choix de gauche monte dans le pays ; elle peut devenir majoritaire pour peu qu'on refuse aujourd'hui ce que qu'on combattait hier. C'est le sens de l'atelier législatif ouvert par le Front de gauche pour orienter différemment la politique de l'Enseignement supérieur et de la recherche ; il a déjà du succès et il grandira.

Cuba : « Lever un blocus illégal et illégitime »

L'Assemblée générale de l'ONU a voté la résolution annuelle pour la levée du blocus imposé par les États-Unis à Cuba depuis 50 ans. 188 États se sont prononcés en faveur de cette résolution. C'est un record, et le constat par la quasi totalité des États du monde d'un anachronisme flagrant. Le président Obama doit mesurer le consensus mondial qui s'est exprimé mardi et doit enfin écouter l'ensemble des gouvernements d'Amérique latine qui ont fait le choix de la souveraineté donnant sa place à Cuba dans la nouvelle Communauté des États latino-américains, organisation que Cuba présidera à partir de janvier prochain.

Pour inaugurer son second mandat, Obama s'honorerait à lever le blocus -illégal et illégitime- contre Cuba. Il s'agit ni plus ni moins que d'appliquer le droit. L'extraterritorialité des lois qui constituent le blocus est inacceptable, elle empêche tous les pays du monde d'avoir des relations normales avec Cuba.

La France a voté pour la levée du blocus. Nous nous en réjouissons. Mais, avec l'Union européenne, elle ne peut s'en tenir à des paroles sans lendemain. Elles doivent mener une politique beaucoup plus active en direction de l'Amérique latine, et en particulier vis-à-vis de Cuba, et favoriser le développement des coopérations. Un ordre mondial nouveau, fondé sur la coopération et la démocratie, le respect des droits humains et des Peuples, ne peut être envisageable tant que l'un des plus grands scandales politiques et l'une des plus criantes injustices, n'est pas définitivement balayé.

Le PCF réaffirme son soutien au peuple cubain, pour la levée du blocus économique, commercial et financier, au caractère inhumain de par ses conséquences sur tous les aspects et toutes les dimensions de la vie d'un peuple. Il exige la libération complète des Cinq de Miami.

Obama réélu contre Romney : "Échapper au pire est une chose. Être capable d'affronter les défis de l'avenir en est une autre"

La réélection de Barak Obama aura le mérite d'épargner au monde les dangers et les dérives ultra-conservatrices du Républicain Romney. Échapper au pire est une chose. Être capable d'affronter les défis de l'avenir en est une autre.

Le bilan d'Obama ne plaide pas vraiment en la faveur de celui qui avait tant promis de changements pour finalement faire bien autre chose. Obama avait annoncé un nouveau départ avec l'Amérique latine, avec le monde musulman, avec la Russie, pour le désarmement nucléaire. On attend encore, sur tous les continents, le début du commencement de ces engagements. Même Guantanamo, ses 170 prisonniers, ses tortures subsiste comme un reniement sur le droit, les valeurs et la dignité de la personne humaine.

Obama a géré l'héritage désastreux de George Bush en quittant l'Irak, en négociant un retrait partiel d'Afghanistan... Mais qu'a-t-il donc fait d'autre que d'assumer des échecs stratégiques majeurs ? Il a péniblement mis en place un système d'assurance sociale insuffisant, mais l'ouragan Sandy, comme d'autres faits d'actualité, jusqu'à l'exploitation du gaz de schiste, ont révélé les carences béantes voire le mépris de la protection sociale, des services publics, de l'environnement, des libertés, des principes d'égalité et de justice sociale... dans la première puissance économique mondiale. Pourtant, c'est bien en fonction des choix qu'on doit effectuer face à la crise, face aux défis sociaux, écologiques, démocratiques qu'on pourra juger l'apport d'une politique et d'un gouvernement.

Aux États-Unis aussi la jeunesse a occupé la rue en posant de bonnes questions. Elle n'est certainement pas la seule à vouloir de nouvelles réponses à ses attentes légitimes.

Répression / kurdes : le PCF apporte son soutien aux grévistes de la faim

Depuis le 12 septembre 2012, quelques 700 prisonniers politiques Kurdes sont en grève de la faim. Parmi eux, des élus, des militants associatifs et syndicaux, des journalistes et des avocats. Ils réclament le droit de pouvoir se défendre dans leur langue maternelle et que celle-ci puisse être enseignée à l'école. Ils demandent la fin de l'isolement et la libération de leur leader, Abdullah Öcalan qui n'a pu recevoir de visite de ses avocats depuis 18 mois.

Aujourd'hui, au 55ème jour de grève, alors que l'état de santé des grévistes est dans une phase critique, dix mille autres prisonniers ont rejoint le mouvement.

Partout dans le monde, les Kurdes manifestent pour faire entendre leurs revendications. Ils font face à une répression particulièrement violente en Turquie.

Le PCF apporte son plein soutien aux grévistes de la faim et à leurs revendications. Nous exprimons notre plus vive inquiétude face à la dégradation de leur état de santé. Nous condamnons la répression exercée contre les Kurdes en Turquie, en Europe et en particulier sur le sol français.

Les autorités françaises doivent respecter les droits et les exigences légitimes du peuple kurde. Elles doivent intervenir – y compris dans le cadre de l'Union européenne à laquelle la Turquie a demandé son adhésion - afin d'obtenir du gouvernement d'Ankara les négociations nécessaires pour une issue durable à la question kurde.

Les revendications légitimes du peuple Kurde doivent être entendues pour qu'enfin une solution politique durable puisse s'imposer.

Rapport Gallois / Ayrault : « un coup de massue contre le pouvoir d'achat »

Jean-Marc Ayrault a annoncé que le gouvernement reprendrait la « quasi-totalité » des préconisations du rapport Gallois. Tout en ne suivant pas la voix d'une baisse des cotisations sociales, il confirme le choix d'un « choc de compétitivité », dès 2013, qui boostera les profits des entreprises de 20 milliards d'euros. Cela prendrait la forme d'un crédit d'impôt indexé sur la masse salariale jusqu'à 2,5 fois le SMIC, équivalent à une baisse de 6 % du « coût du travail ».

La perte de recettes pour l'État serait compensée, dès 2014, par une nouvelle baisse des dépenses publiques (10 milliards d'euros) et une hausse des impôts indirects (10 milliards d'euros) qui concernera la TVA, frappant aveuglément la consommation populaire.

Simultanément, le gouvernement entend mettre en place une « nouvelle fiscalité écologique » avec un prélèvement supplémentaire possible (3 milliards d'euros) sur la consommation.

Les profits accrus ainsi dégagés iront principalement vers les placements financiers et les délocalisations puisque la demande intérieure s'en trouverait encore plus handicapée. En effet, le manque à gagner pour l'État serait payé cash en rationnement des services publics et en prélèvements accrus sur le pouvoir d'achat et la consommation, laquelle représente 56 % de la demande finale en France.

C'est un véritable coup de massue contre le pouvoir d'achat. Un choc oui, mais un choc avant tout pour celles et ceux qui, 6 mois après la défaite de Nicolas Sarkozy jour pour jour, attendaient autre chose que cette nouvelle cure d'austérité.

Au contraire, le PCF préconise la baisse des charges financières d'intérêts et des dividendes qui étouffent le système productif français. Simultanément, il faut soutenir l'emploi, les qualifications et la demande avec la mise en place d'un nouveau crédit pour les investissements matériels et de recherche des entreprises dont le taux d'intérêt serait d'autant plus abaissé que ces investissements programmeraient plus d'emplois et de formation.

Une relance des services publics, soutenant la demande et l'efficacité de l'offre, avec l'exigence que la BCE en finance directement l'expansion en Europe est plus que nécessaire.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

L'hommage du PCF à Georges Marchais

<http://www.humanite.fr/politique/l-hommage-du-pcf-georges-marchais-508805>

Le 16 novembre 1997, l'ex-secrétaire général du PCF décédait. Les communistes honorent sa mémoire, lundi, à leur siège national avec l'actuel secrétaire national, Pierre Laurent.

Coincidence des dates. Alors que le Parti Communiste célèbre, depuis mercredi soir, les 30 ans de la mort d'Aragon, c'est à une autre illustre personnalité qu'il rendra hommage, lundi: son ancien secrétaire général, Georges Marchais, disparu il y a 15 ans jour pour jour, ce vendredi, à l'âge de 77 ans. Les deux hommes, il est vrai, tous les deux communistes, étaient très proches, et, comme l'écrivain, l'ancien dirigeant communiste a marqué fortement le Parti Communiste dans sa fédération du Val-de-Marne, bien sûr, qui coorganise l'hommage, lundi, au siège national du Parti, avec l'actuel secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. Mais aussi les générations de responsables venus après lui et qui ont adhéré au PCF à la fin des années 1980, à l'instar d'Olivier Dartigolles. « Derrière l'image du "boxeur" télévisuel qu'il était, mais que les médias ont brossée de lui jusqu'à la caricature et qui fait toujours les délices des zappings, il y avait un homme plus sensible et complexe qu'il n'y paraît, et qui a accompagné le PCF dans son effort de modernisation, lui permettant d'anticiper en partie le basculement d'une époque », explique le porte-parole du PCF.

Pour lui qui ne l'a « rencontré que deux ou trois fois », l'hommage de lundi contribue ainsi à rétablir « cette part de vérité », à rebours de « la brutalité et l'injustice dans la manière dont cette grande personnalité est communément traitée ». Ouvrier métallo syndicaliste, secrétaire général du PCF de 1972 à 1994 et artisan du programme commun de la gauche, Georges Marchais était porteur d'un « rassemblement à dimension populaire », souvent occulté par l'image qu'on a fabriquée de lui, souligne encore Olivier Dartigolles.

45 000 chômeurs en Haute-Savoie !

C'est du jamais vu dans le département, 11,3% de la population active est privée d'emploi. Parmi ces hommes et ces femmes 13 500 sont sans emploi depuis plus d'un an, plus de 7 000 sont des jeunes de moins de 25 ans.

L'industrie cassée

Depuis le début de la crise de 2008 la Haute-Savoie a perdu 10% de ses emplois dans l'industrie, soit 5 000 emplois perdus. Il faut y ajouter 1 400 postes en intérim également perdus et qui concernent majoritairement l'industrie.

Tous les secteurs touchés

Par exemple depuis un an les mises en chantier de logements s'effondrent, 20% de moins que l'année précédente.

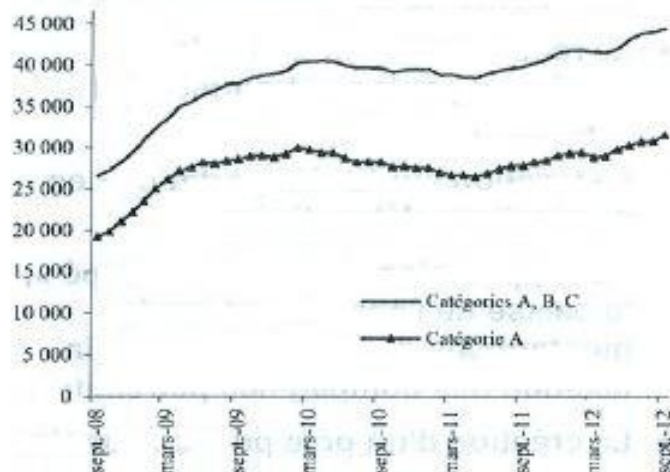
En Suisse le « coût » du travail n'est pas un problème

Autour de 80 000 haut-savoyards travaillent en Suisse. Leur salaire mensuel est de 3200€ en moyenne.

Le « coût » du travail en Suisse est donc quasi double de celui en France.

Le chômage en Haute-Savoie depuis 2008

Catégorie A = aucune activité dans le dernier mois
Catégorie B ou C = activité réduite



SET (Saint-Jeoire)

Les salariés de l'entreprise en dépôt de bilan ont construit un projet de SCOP (coopérative gérée par les salariés). Le tribunal de commerce ne les a toujours pas autorisés.

Il faut au contraire aider les salariés, comme eux, qui ont des projets de reprises de leur entreprise.

Décolletage

Ça va mal. Et certains patrons accusent le « coût » du travail et renvoient ainsi la responsabilité sur leurs salariés. Les salaires n'ont pourtant pas augmenté ces dernières années.

Le problème n'est-il pas d'abord la baisse des commandes de leurs donneurs d'ordre dont ils sont sous-traitants ? Ou la baisse du pouvoir d'achat qui réduit la consommation ?

Maintenant il faut des lois anti-chômage

Salariés, syndicalistes, citoyens, nous vous invitons à une **réunion publique**, véritable **atelier législatif**

« Quelles lois contre le chômage ? »

Vendredi 30 novembre à 19h

Agora - Bonneville (42 avenue de la gare)

Les propositions pour l'emploi et l'industrie

- Le vote d'une loi pour interdire les licenciements boursiers
- Le remboursement des aides publiques par les entreprises qui licencient
- La taxation sur la réimportation des productions délocalisées
- La suppression de la niche « Copé », la baisse de l'abattement sur le montant des dividendes perçus, la taxation des compagnies pétrolières
- La création d'un pôle public financier
- Un salaire minimum à 1700€ et une augmentation générale des salaires pour assurer une vie digne avec un salaire décent.

Les chiffres clés

- 750 000 emplois industriels détruits en 10 ans. Bravo la droite !
- Salaire annuel brut moyen pour un plein temps (services et industrie)
 - France : 32 826 euros
 - Allemagne : 43 942 euros
- Progression comparée de la masse salariale et des dividendes depuis 1981
 - Masse salariale multipliée par 3,6
 - Dividendes multipliés par 20

Pour sortir de la crise sortons de l'austérité

Les plans d'austérité renforcent la crise et les difficultés des personnes s'accroissent. En Grèce, en Espagne, au Portugal, la dette publique se creuse, plan après plan. Comment penser relancer l'économie en poursuivant, pour le patronat et la finance, les cadeaux que l'on fait payer aux salarié-e-s et aux habitant-e-s ? C'est pourtant ce que s'apprête à faire en France François Hollande avec 20 nouveaux milliards de crédits d'impôts pour les actionnaires, payés par une hausse de la TVA pour tous !

Ce n'est pas le coût du travail qui tue l'emploi, c'est le coût du capital

Non les salaires ne sont pas trop élevés, le temps de travail trop court et les vacances trop longues. C'est la rapacité du capital qui tue l'économie en ponctionnant nos salaires, les investissements, la recherche, pour augmenter ses profits. Le ministre Montebourg peut continuer à s'agiter, tout cela est de l'amusement si les diktats du Medef et de ses « pigeons » sont acceptés.

Non, l'industrie ne symbolise pas le passé !

750 000 emplois industriels détruits en France, bravo la droite ! Il n'y a pas de fatalité à exploiter les bas salaires partout dans le monde, voire le travail des enfants, pour fabriquer les biens dont nous avons besoin. D'autant qu'un pays qui ne produit pas de richesses ne peut plus coopérer, ni investir dans l'éducation, la santé et tous les services publics.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :